

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 juin 2026

RÉTABLIR L'EXEMPTION D'IMPÔT POUR LES PRIMES ACCORDÉES PAR
L'OBTENTION DE LA MÉDAILLE HONORIFIQUE DU TRAVAIL - (N° 2790)

Commission	
Gouvernement	

N° 6 (Rect)

AMENDEMENT

présenté par

Mme Lejeune, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani,
M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, Mme Bentorki, M. Bernalicis, M. Bex,
M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière,
Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu,
M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard,
Mme Guetté, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney,
M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud,
M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur,
Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato,
M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul,
Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel,
Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE PREMIER, insérer l'article suivant:**

La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2030.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement d'appel, le groupe LFI souhaite interpellier sur le besoin de mettre en place l'indexation des salaires sur l'inflation.

L'explosion des prix de l'alimentation, du logement et de l'énergie à partir de 2022 puis de nouveau depuis le déclenchement de la guerre avec l'Iran a entraîné une baisse importante du pouvoir d'achat.

Cette situation démontre le caractère indispensable du rétablissement d'une forme d'échelle mobile des salaires permettant d'indexer les rémunérations sur l'évolution réelle du coût de la vie.

L'indexation sur les prix a longtemps constitué, en France, une mesure de justice sociale élémentaire avant d'être démantelée au début des années 1980. Depuis, chaque poussée inflationniste se traduit par une perte de pouvoir d'achat durable pour les salariés, tandis que les revenus du capital et les marges des grandes entreprises continuent, eux, d'augmenter.

92% des Français y sont favorables ainsi que 88% d'entre eux pour notre proposition du blocage des prix.